

L'économie post-confinement

« Il faut neutraliser la dette Covid ! »



L'économiste Alain Trannoy nous avait accordé un entretien début mars, dans le numéro que nous n'avons pas pu faire paraître en raison du confinement. Une grande partie des prédictions du professeur d'Aix-Marseille School of Economics se sont depuis vérifiées. Aux premiers jours du déconfinement, il nous livre de nouvelles réflexions pour penser le monde d'après.

Tous les gestes barrières requis ont-ils été adoptés contre cette « épidémie récessive » que vous redoutiez lors de notre précédent entretien ?

Il faut admettre qu'en matière économique, le gouvernement a fait ce qu'il fallait. Sur le chômage partiel, le report des charges, les aides à la trésorerie comme le soutien financier aux plus nécessiteux, toutes les mesures adéquates ont été prises. L'Etat a joué à plein son rôle d'assureur en dernier ressort du secteur privé.

Vous êtes, en revanche, bien plus critique sur le bilan sanitaire de ce gouvernement...

Là encore, je crois qu'il y a consensus sur le fait que les pays ayant rapidement rendu obligatoire le port du masque s'en sont bien mieux sortis que nous. Je ne vais pas épiloguer sur les causes de la pénurie de masques, mais je regrette profondément qu'on ne nous ait pas dit plus tôt « un masque, même grand public, même non-homologué, c'est mieux que rien ».

L'une de vos convictions est que les gouvernements élus ne sont pas toujours les mieux placés pour nous préparer au long terme. La crise de la Covid-19 vous a-t-elle conforté dans cette opinion ?

Absolument. Je pense qu'on ne peut pas faire confiance aux élus pour qu'ils prennent en compte notre intérêt de long terme, tout simplement car ce n'est pas toujours électoralement porteur. C'est effectivement l'une des leçons que nous devrions tirer de la crise actuelle, notamment sur la question du stock de masques. Je milite ainsi pour la création d'agences indépendantes qui, sous contrôle démocratique, seraient en charge de la gestion des risques sanitaires et environnementaux.

Cet épisode a aussi révélé l'insoutenabilité d'une certaine forme de mondialisation...

Nous comprenons désormais que ne plus produire grand-chose en termes de biens sur notre sol nous rend vulnérables. C'est une situation dont nous ne pouvons nous sortir que par un grand retour aux circuits courts. La mondialisation reposait sur la recherche du plus bas coût de production possible d'un côté et l'absence de stock de l'autre. Or, ces deux principes sont balayés par la crise actuelle ! Il nous faut impérativement reconstruire des stocks stratégiques et cesser de fabriquer au loin ce que nous pourrions et devrions pro-



duire chez nous. Remuscler notre appareil productif impose l'adoption des mesures que j'évoquais en mars, mais également l'instauration de droits de douane qui tiendraient compte du non-respect des normes environnementales et sociales aux frontières de l'Europe. Nous devons prendre conscience du coût économique terrible de cette crise. En France, la facture sera de l'ordre de 200 à 250 Md€...

La majeure partie de ce coût est supportée par l'État. La dette publique française va dépasser les 115 % de Produit intérieur brut, la dette italienne les 150 %... Cet endettement est-il soutenable ?

Il peut l'être à condition que nous « gelions » la dette *Covid*. Cette opération consiste d'abord à faire racheter par la Banque centrale européenne la dette émise dans le cadre de cette crise. Une fois dans les mains de la BCE, ces créances publiques peuvent être transformées en dette perpétuelle. Cela signifie que l'État ne rembourse pas le principal (NDLR : la somme empruntée), mais seulement les intérêts de la dette, *ad vitam aeternam*. Dans les faits, l'État français ne pourrait pas rembourser les 240-250 Md€ de la dette *Covid* dans cinq ou dix ans sans augmenter des maintenant les impôts, ce qui n'est pas souhaitable. En revanche, rembourser les intérêts de cette dette, soit environ 2,4 Md€ par an, nous le pouvons aisément. Cette transformation de la dette *Covid* en dette perpétuelle me semble donc nécessaire.

Autre forte inquiétude, l'endettement privé. N'est-il pas également un frein à une reprise rapide ?

Effectivement, une chaîne des dettes privées se crée. La faillite d'un grand nombre d'entreprises et les difficultés de trésorerie que d'autres rencontrent vont gripper la machine au moins jusqu'à la fin 2021. Il faudra très certainement attendre 2022 pour que l'activité retrouve son niveau de 2019. Dans ce contexte, la prévision gouvernementale d'un recul de 8 % du PIB pour 2020 me paraît très optimiste...

Tout cela nourrit un pessimisme que l'on sent profondément ancré dans les esprits des Français...

(Alain Trannoy m'interrompt...) Gare aux excès de pessimisme ! En matière économique, la métaphore de l'état de guerre atteint ses limites. À la différence d'une économie au sortir d'un conflit militarisé, nous n'avons rien à reconstruire aujourd'hui ! L'appareil productif et le capital humain sont préservés. Une fois la menace sanitaire endiguée, par exemple par la diffusion d'un vaccin, une reprise durable sera possible. Et puis, à la faveur de ce confinement, au moins aurons-nous appris la sobriété dans tous les sens du terme, à la fois une modération dans

la consommation et une humilité face aux risques naturels. Cette douloureuse expérience constitue une excellente préparation à la réalisation des risques environnementaux à venir. Après ce que nous avons traversé, certaines privations deviendront plus acceptables. Et nous allons nous poser la question : sommes-nous véritablement prêts pour faire face aux canicules et aux pluies diluviales qui s'annoncent ? De mon point de vue, ce que nous avons vécu ces derniers mois nous prépare au développement durable, le seul horizon viable pour nos vies et nos économies.

Erwan Pastol

[propos recueillis le 13/05/2020]